

# Les femmes et l'emploi rural

## Lutter contre la pauvreté en redéfinissant les rôles propres à chaque genre

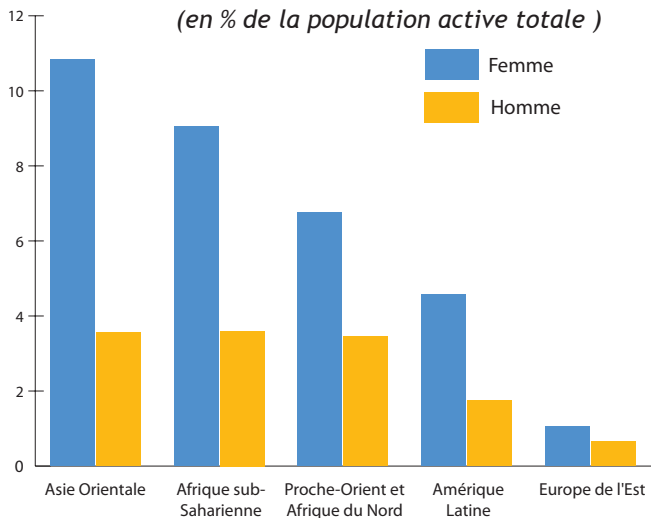
Environ trois quarts des pauvres à travers le monde vivent dans les zones rurales. Parmi eux, les femmes constituent un groupe particulièrement vulnérable et pourtant stratégique pour le développement économique et social. Investir au profit des femmes rurales ne répond alors plus seulement à un impératif moral; cela contribue aussi à définir une stratégie prometteuse en matière de lutte contre la pauvreté et contre la faim.

### Moins rémunérées pour plus de travail

Les économies rurales sont caractérisées par une répartition des rôles propres au genre. Alors que les femmes produisent principalement les aliments de base pour la consommation familiale, les hommes tendent à s'engager dans l'agriculture commerciale, tournée vers les marchés internationaux. Les femmes cultivent généralement des plus petites surfaces que les hommes et travaillent dans des conditions plus précaires, avec au mieux des contrats saisonniers. Enfin, une grande majorité des femmes participent aux activités économiques en tant que main d'œuvre familiale, sans revenu ni contrôle sur les moyens de production (Figure 1).

Figure 1: **Travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale**

(en % de la population active totale)



Source: Laborsta (2008); Les moyennes régionales ne sont pas pondérées des données les plus récentes disponibles dans les pays (années 1996-2007).

- Dans de nombreux pays, les femmes sont les principaux producteurs de produits alimentaires, et ont un rôle crucial dans le bien être des populations rurales
- Leur confinement aux tâches ménagères les empêche souvent de s'engager dans des emplois rémunérés
- Créer des opportunités d'emplois pour les femmes peut offrir des perspectives prometteuses pour lutter contre la pauvreté

Cependant, se limiter à une analyse de l'emploi productif s'avère très réducteur pour comprendre l'importance primordiale des femmes dans les économies rurales. Elles sont responsables pour environ 60-80 pour cent de la production de nourriture dans les pays en développement et jouent un rôle capital pour la collecte du bois et de l'eau. Elles élèvent les enfants et s'occupent des personnes malades et plus âgées. En s'engageant ainsi dans les activités communautaires, les femmes jouent un rôle central dans le bien être de leur famille et de la société en général.

Si l'on cumule ces diverses activités qui s'additionnent, des comparaisons internationales révèlent que les femmes des zones rurales travaillent en général beaucoup plus d'heures que leurs homologues masculins. En Tanzanie par exemple, on estime cette différence à 14 heures de travail en plus par semaine pour les femmes. Au Bénin, cette différence atteint même les 17 heures.

### Les obstacles à l'emploi des femmes

En plus des obligations domestiques, une série d'autres facteurs empêche les femmes de s'engager dans des emplois rémunérés. Ces facteurs peuvent se résumer à un accès limité à cinq principales ressources.

En premier lieu, les femmes des économies rurales n'ont souvent ni accès ni moyen de contrôle sur les *ressources naturelles* telles que la terre et l'eau, limitant leur possibilité de conserver tout revenu issu de ces ressources. Bien que les données soient limitées, les informations disponibles révèlent que seulement une propriété foncière rurale sur quatre est dirigée par des femmes. Les faibles niveaux d'accès à la propriété chez les femmes ont de fait un impact direct sur leurs faibles capacités à accéder aux *ressources financières*, que ce soit le crédit ou l'épargne.

Les femmes souffrent aussi d'un accès limité aux *ressources sociales* comme les réseaux ou les associations, ce qui affaiblit leur capacité d'influence dans les processus de décision politique et dans les structures de représentation. Un accès insuffisant aux *ressources physiques*, telles que l'énergie, la technologie, les transports, limite la productivité des femmes et les opportunités à s'engager dans un emploi rémunéré.

Mais plus important encore, les femmes rurales sont confrontées à de sérieuses inégalités dans l'accès aux *ressources humaines*, telles que l'éducation et la santé. Malgré certains progrès ces dernières années, seulement 63 pour cent des femmes dans les pays les moins développés savent lire et écrire, contre 73 pour cent d'hommes et 99 pour cent de femmes dans les pays développés. La mortalité maternelle, indicateur clef du statut de la santé des femmes et un des huit Objectifs de Développement du Millénaire (ODM), est encore 100 fois plus élevée en Afrique Sub-saharienne que dans les pays développés. Une faible santé, de bas niveaux d'éducation, et des compétences techniques insuffisantes réduisent drastiquement les chances des femmes sur le marché du travail.

## Des gains rapides et des effets à longs termes

Le confinement des femmes aux activités domestiques et au travail reproductif à la maison diminue les revenus familiaux et nuit à la croissance économique. Les extraire de ce contexte promet donc d'importants effets en matière de développement pour les économies rurales. Mais pour aboutir à des effets durables, les décideurs politiques doivent trouver le juste équilibre entre la mise en place de mesures de court terme visant à des améliorations immédiates, et des tentatives plus ambitieuses visant à engager progressivement des changements plus radicaux et profonds.

Les programmes de travaux publics peuvent être un moyen efficace d'intégrer rapidement les femmes dans le marché du travail. De tels programmes peuvent aussi consolider la place des femmes dans de futurs emplois dès lors qu'ils contribuent à réduire les obstacles qui les empêchent de se lancer sur le marché du travail,

notamment le manque de compétences et d'expérience professionnelle. Pour ces mêmes raisons, les femmes doivent avoir la possibilité d'avoir accès aux ressources clefs telles que la terre, l'eau, le crédit, l'information, et la technologie.

## Redéfinir les rôles respectivement au genre

Il apparaît de plus en plus fondamental que les stratégies fassent progressivement évoluer les rôles respectivement au genre, et notamment en informant les hommes sur les bénéfices potentiels d'une meilleure considération et participation des femmes. L'égalité des sexes ne doit pas être perçue comme une menace mais plutôt comme une opportunité. Jusqu'à présent, les sociétés rurales ont été fortement influencées par des normes traditionnelles qui prédéfinissent la vie des femmes en les positionnant comme mères et garde-personnes, les empêchant ainsi de poursuivre une carrière professionnelle, et limitant leur accès aux moyens de production.

Promouvoir le développement rural en augmentant l'égalité hommes-femmes passe forcément par une redistribution des responsabilités. Au fur et à mesure que les femmes entrent dans une dynamique d'emploi rémunéré, d'autres ressources doivent être utilisées pour assumer les nombreuses tâches assurées par les femmes, faisant notamment appel à une plus grande participation des hommes. En appui, les gouvernements peuvent améliorer les systèmes de garde des enfants, développer des systèmes de protection sociale et de retraite publique, de façon à créer un contexte favorable pour que les femmes participent de façon plus active et productive à l'essor des économies rurales.

Enfin, les systèmes de quotas pour motiver la représentation des femmes dans les organisations d'employeurs, de producteurs, ou dans les syndicats, sont aussi un élément important de ce type de stratégie. Ils augmentent le pouvoir de négociation des femmes et leur capacité à rappeler aux décideurs politiques que donner plus de pouvoir aux femmes est un outil stratégique pour lutter contre la pauvreté et pour améliorer la vie quotidienne des populations rurales.

## Plus d'information

- Genre et emploi rural - Comment sortir de la pauvreté ? <http://www.fao-ilo.org/more/workshop/fr>
- FAO. 2007. Les femmes et le droit foncier - Sur un pied d'égalité <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/007/y3495f/y3495f00.pdf>

Pour plus d'information sur ce document, merci de contacter Soline de Villard ([ES-Policy-Briefs@fao.org](mailto:ES-Policy-Briefs@fao.org)) de la Division de la Parité, de l'Équité et de l'Emploi Rural de la FAO.